

Il venait d'atteindre ses 58 ans, paraissait bien plus jeune et était dans la plénitude de ses facultés intellectuelles. On aurait donc pu s'attendre à le voir encore longtemps mis à contribution dans l'intérêt de sa patrie d'adoption. Mais, comme nous l'avons déjà dit, son caractère indépendant et ses allures par trop cavalières n'eurent pas l'heur de plaire aux grands du jour. Déjà le vingt-neuf septembre 1870 on le « déchargea » de ses hautes fonctions pour le faire « rentrer dans le service particulier de l'artillerie comme général commandant de brigade. » (17)

A Anvers Neuens habitait une belle maison avec écurie et jardin formant l'ancien No 81 du boulevard Léopold (aujourd'hui Avenue de Belgique), à proximité du monument de Boduognat *) qui vient d'être enlevé il y a quelques années pour des raisons de circulation.

Nommé lieutenant-général le 20. 8. 1875, mis à la retraite le 18 septembre suivant, Neuens quitta les bords de l'Escaut pour venir habiter à Mersch la maison de son frère, décédé en 1864.

C'est à son pays natal que le général Neuens, au déclin de sa vie, eut encore l'occasion de rendre un grand service.

D'après les notes du docteur GLAESNER, le gouvernement luxembourgeois aurait reçu en 1880 de la part de l'Allemagne et de la France des doléances au sujet de la façon soi-disant (angeblich) négligente avec laquelle il procédait au démantèlement de la forteresse. Aussi — toujours d'après la même source — chacun de nos deux voisins auraient délégué un officier supérieur à Luxembourg pour se rendre compte de l'état des choses.

En réalité ces « choses » se passèrent ainsi.

Jusqu'en 1873 tout le monde semblait être satisfait de la façon dont avançaient les travaux de démolition de la forteresse de Luxembourg. Mais lorsque BISMARCK eut connaissance du projet de construction d'un chemin de fer reliant Luxembourg à Longwy, il s'opposa par sa dépêche du 24. 1. 1874 à ce projet, tout en constatant que la capitale du Grand-Duché était encore loin d'atteindre l'état de démantèlement prescrit par le traité de Londres. Le gouvernement SERVAIS se déclara d'accord de reporter son projet à 5 ans en le réduisant en outre à un simple raccordement de la ligne du Chemin de fer Prince Henri au réseau de la Compagnie de l'Est. De plus il prit l'engagement d'activer les travaux de démantèlement. En 1878 le gouvernement luxembourgeois revint à charge auprès du Reich, estimant à bon droit que la ville de Luxembourg n'avait plus aucune valeur militaire. Lorsque, après un an d'attente, notre ministre d'Etat était toujours sans réponse de Berlin, il se mit en rapports avec la France pour connaître ses objections éventuelles. Un accord avec

*) Chef de la tribu celtique des Nerviens, qui tenta vainement de s'opposer à l'invasion romaine et qui, aux bords de la Sambre, en l'an 57 a. J. C., tomba avec la presque totalité de ses fiers guerriers.